

Ancré à gauche et unitaire : Le nouveau Parti Socialiste

Premier-ère-s signataires :

Nora Mebarek (Députée européenne)
et **Laurent Baumel** (Secrétaire national aux Relations extérieures)

Membres des instances nationales et parlementaires :

Émilie Alonso (64) ; **Anthony Alarcon** (30) ; **Béatrice Bellay** (972) ; **Dylan Boutiflat** (45) ; **Jeremy Cadart** (59) ; **Christophe Caillaut** (13) ; **Mani Cambefort** (89) ; **Johann Cesa** (49) ; **Marie Colson** 91 ; **Muriel Condolf-Ferec** (35) ; **Hélène Conway Mouret** (Sénatrice) ; **Kadiatou Coulibaly** (75) ; **Michel Debout** (49) ; **Blandine Drain** (62) ; **Yasmine El Jaï** (75) ; **Frédéric Engelmann** (44) ; **Cédric Fouilland** (69) ; **Céline Henquinet** (75) ; **Christophe Lavielle** (45) ; **Jean Raymond Magueur** (29) ; **Sylvain Mathieu** (58) ; **Anna Pic** (50) ; **Charlotte Picard** (57) ; **Fanny Pidoux** (45) ; **Mohamed Rafai** (13) ; **Anne-Juliette Tillay** (93)...

Depuis la création du PS à Epinay en juin 1971, c'est peu de dire qu'en cinquante ans, le monde a changé. Après la chute du mur de Berlin on a même évoqué la fin de l'histoire...

Aujourd'hui, les forêts brûlent, les terres s'assèchent, les tempêtes dévastent, la pauvreté ici et la famine là-bas et l'Europe est en guerre. Comment ne pas comprendre que c'est le système capitaliste financier lui-même, qui nous conduit vers ce cataclysme généralisé. C'est plus que jamais le devoir des socialistes de rompre avec lui.

Parce que nous n'avons jamais renoncé à l'orientation à gauche pour notre Parti, à l'union de la gauche comme talisman de notre stratégie électorale, à un parti inscrit ici et maintenant dans les luttes sociales, sociétales et écologiques, nous nous sommes retrouvés au côté d'Olivier Faure, pour que le PS reste une force qui compte à Gauche. Nous l'avons soutenu dans l'exercice nécessaire du droit d'inventaire, la réorientation du discours européen et la volonté de renouer avec les classes populaires et moyennes. Dans le droit fil de nos choix antérieurs nous souhaitons, par cette contribution générale, que tous les militants débâtent des perspectives politiques, qui nous paraissent utiles et nécessaire à notre pays, à l'Europe et à la paix par la justice sociale et climatique.

La crise énergétique vient souligner une réalité : la précarité énergétique de millions de Français et plus largement la misère dans laquelle ils s'installent durablement. Trop de logements dans lesquels ils vivent, mal, sont des passoires thermiques et manquent du confort nécessaire à la qualité des relations familiales et sociales. L'ensemble des Français est menacé par la baisse de son pouvoir d'achat et le dérèglement climatique vient renforcer, chez eux, un sentiment de colère et d'impuissance.

Notre rôle à nous, socialistes ancrés à gauche et unitaires, est donc de réinventer, par les idéaux, par des propositions concrètes, réalistes, un nouveau pacte de société :

**SANS JUSTICE SOCIALE,
LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EST VAIN !**

La résignation tue l'envie de lutter et c'est à ce sentiment que le pouvoir actuel condamne de nombreux français. C'est à eux que nous disons de ne pas baisser la tête. C'est à eux que nous proposons, à nouveau, d'améliorer le quotidien. Contrairement à la musique culpabilisante que passe les gouvernements macronistes successifs ; si nous sommes bien tous partie prenante des changements, ce ne sont pas isolément les modes de vie et de consommation des modestes citoyens qui en sont la locomotive !

En 2022, 50 % de la population émet moins de 6 tonnes de CO2 par an en France, ce qui est l'objectif à atteindre en 2030. La moitié de la population est donc vertueuse d'un point de vue climatique, non par choix, mais par nécessité. L'abondance pour beaucoup n'a jamais existé. En revanche, la surconsommation existe bien. Les 1% les plus riches consomment plusieurs dizaines de fois ce qu'un pauvre consomme. Pourtant, les effets de la surproduction agricole, les pollutions de l'air, de l'eau et des sols impactent en premier lieu les plus pauvres et menacent la biodiversité, nécessaire à l'équilibre global du vivant.

C'est donc bien la question de la justice sociale et fiscale, dans la transition, que nous posons. Sans justice, sans équité, la démarche est vaine. Si chacun doit faire des efforts, ils doivent être justement répartis. Demain,

Ancré à gauche et unitaire : Le nouveau Parti Socialiste

ce combat doit être prioritaire pour les socialistes ! Nos propositions doivent conduire à protéger les plus précaires et à faire contribuer davantage ceux qui en ont les moyens. Nos propositions doivent être innovantes, citoyennes et adaptées aux territoires sur lesquels elles sont conduites. Il convient également de poser un principe pollueur-payeur en fonction du préjudice environnemental pour les entreprises via une mise en place d'une écotaxe donnant un avantage aux entreprises jouant le jeu de la transition dans la production de biens et services. Aucune aide publique ne doit être accordée sans contreparties environnementales et sociales.

C'est ainsi que des métropoles, aux villages, nous redonnerons l'espoir que la politique peut transformer et protéger le quotidien et permettre de mieux vivre.

ÉVEILLONS UNE CONSCIENCE DE CLASSE ÉCOSOCIALISTE, RÉUNISSONS LES CLASSES MOYENNES ET POPULAIRES

Comment faire advenir cette société du « prendre soin » qui allie interdépendance, réciprocité, vulnérabilité, relation de service (et de soin) / responsabilité et reconnaissance - tant vis-à-vis de ses personnels que de ses usagers quand les aides à domicile ne vivent pas dignement ? Comment le pays de la Sécurité sociale peut-il accepter les conditions de travail et d'accueil actuelles dans les hôpitaux et les établissements médico-sociaux ? Comment mieux nourrir la population quand au moins un agriculteur se suicide tous les jours ?

Nous aurions également pu citer les enseignants, les travailleurs des plateformes, les agents d'entretien, autant de métiers indispensables au quotidien et à la promesse d'un avenir commun qui ne vivent pas dignement de leur travail et exercent dans des conditions aliénantes.

Nous devons reprendre plus ardemment le chemin du combat de la répartition des richesses produites ! En ligne de mire, une digne rémunération, de meilleures conditions de travail pour tous ! La taxation des super profits des multinationales est déjà un premier pas dans ce combat vers une plus juste contribution des grands capitaux.

Une juste rémunération, ce ne sont pas des petits chèques ponctuels et incertains payés par l'effort national. C'est une rémunération pérenne qui permet la dignité et la sécurité qui passe nécessairement par une augmentation du SMIC. C'est autour de ce combat commun que nous devons unir ceux qui subissent notamment la

hausse des carburants et l'augmentation de la facture énergétique !

La classe écosocialiste, comme la classe ouvrière par le passé, n'existait pas a priori. Entre les mineurs, les métallurgistes, les cheminots, les couturières, il y avait d'énormes différences. Les socialistes jadis ont su faire naître une classe et un mouvement.

Il s'agit donc de faire naître cette classe écosocialiste pour répondre aux défis de notre époque.

RETROUVONS DU POUVOIR SUR NOS VIES : PARIONS SUR L'INTELLIGENCE COLLECTIVE EN INSTAURANT UN CAPITAL HUMAIN À VIE

Les Français sont de plus en plus nombreux à ne pas pouvoir partir en vacances, s'épanouir dans la culture, le sport et les loisirs, ni même dans la vie démocratique. Même en emploi, ils ressentent un vide de sens, une dépossession de leur vie. Aussi, si une rémunération digne répond à la satisfaction de besoins vitaux (manger, se loger, se vêtir) / une vie digne se conjugue avec bien-être, droit aux vacances et à la culture pour toutes et tous.

Nous considérons que la réduction du temps de travail doit permettre de se consacrer à d'autres activités. Lorsqu'elles sont obligatoires (éducation des enfants ou accompagnement de proches en difficultés, tâches ménagères) / elles devront être valorisées. Lorsqu'elles sont librement choisies elles seront accompagnées pour participer à un parcours d'émancipation (loisirs, engagements citoyens et associatifs...). Ainsi, le temps offert à la société de quelque manière que ce soit doit pouvoir ouvrir de nouveaux droits (au chômage, à la retraite...)

La France est confrontée à un défi immense : parier sur l'éducation, la recherche et l'université publique pour innover et recréer de la richesse ces prochaines décennies. Nous devons miser sur notre capital humain, autrement dit penser au financement de notre système de protection sociale tout au long de la vie, donc durable, qui garantisse des droits et des devoirs, qui soit accessible dès la majorité jusqu'à la retraite, en passant par les études supérieures et la formation continue, rechargeable dans les périodes d'activités professionnelles.

Il s'agirait de remettre à plat l'ensemble des cotisations qui financent les 6 branches de la sécurité sociale (familiales, maladie, accidents du travail/maladies professionnelles, retraite, autonomie et recouvrement) et d'éviter ainsi le non-recours au droit. Il n'est pas acceptable qu'à 18 ans, on parvienne à la majorité civile mais pas à la majorité sociale. Il n'est pas plus acceptable qu'à tout âge,

Ancré à gauche et unitaire : Le nouveau Parti Socialiste

travailleur pauvre ou privé d'emploi, on ne puisse manger à sa faim. Il n'est pas acceptable qu'en raison d'un handicap, de la maladie ou de son âge, on ne puisse pas vivre dignement.

Travailler oui, absolument, mais vivre dignement surtout.

GARANTISSONS LE DROIT AU TRAVAIL ET À L'ÉVOLUTION DANS LA CARRIÈRE PROFESSIONNELLE

Le droit à un travail pendant toute sa vie active est constitutionnel. Dès lors que cela correspond à une progression personnelle et sociale, changer d'emploi doit être rendu possible. La nécessité de la formation continue, malmenée par un grand nombre d'entreprises et négligée par les gouvernements de droite doit être un combat socialiste. Il faut instituer, régulièrement dans le parcours professionnel un véritable bilan de compétences et de santé. Car aujourd'hui, le marché du travail est aussi marqué par « la grande démission ». Insatisfaits, les macronistes en profitent pour changer les règles de l'assurance chômage, pendant que le reste de la droite et une partie du patronat, dénoncent la paresse d'un grand nombre de nos concitoyen-es.

Avoir un « bon travail » est un élément clé pour l'équilibre psychosocial des individus. 63% des travailleurs en situation d'épuisement professionnel (burn-out) / 64% en situation de harcèlement sexuel ou moral ont des pensées dépressives. Plus grave, près de 40% de celles et ceux qui ont présenté une période d'épuisement et 37% de celles et ceux qui ont été victimes de harcèlement moral ou sexuel, ont présenté des pensées suicidaires, presque le double de la proportion obtenue en population générale. Il est urgent de reconnaître les salariés harcelés ou épuisés au travail en maladie professionnelle.

Si le plein emploi doit être atteint, nous socialistes devons veiller à ce qu'il se construise avec et non contre ceux qui détiennent la force de travail.

FACE À L'UBÉRISATION, DE NOUVELLES PROTECTIONS POUR LES SALARIÉS

Chaque travailleur a besoin de sérénité pour se projeter dans le temps et donner du sens à son existence. Aujourd'hui, l'organisation du travail, y compris dans la fonction publique, tend à précariser l'emploi, rend incertaine sa durée à travers les CDD et autres contrats de courte durée. Le combat contre la précarité est un combat essentiel à mener. Refuser la précarité, c'est permettre

à chacune et chacun d'inscrire sa vie dans un temps « long », support de projet. C'est garantir les moyens de l'existence, sans lesquels rien ne peut véritablement se bâtir, c'est assurer la permanence d'un lien social et relationnel. Nous socialistes devons participer de la mise en œuvre de nouvelles fédérations de travailleurs, de coopératives modernisées ou autres nouvelles structures solides, capables de les unir et à même de leur permettre de défendre, en corps, l'ensemble de leurs droits. Les plateformes de mises en lien du service et de celui qui en a besoin ne peuvent plus longtemps tirer tout le bénéfice de l'activité de ces travailleurs.

Nous soutiendrons un salariat de fait à partir d'un volume horaire produit par l'intermédiaire d'une même plateforme.

Un nouveau prolétariat émerge aujourd'hui, plus éclaté, plus féminin dans les plates-formes, la logistique, l'aide à domicile. Les temps fragmentés génèrent de nouvelles pénibilités et ne permettent pas de gagner et de vivre dignement sa vie : 72% des aides à domicile se déclarent à temps partiel avec des rémunérations inférieures au SMIC mensuel !

Nous socialistes luttons pour que les temps de trajet entre 2 sites soient pris en compte.

Les confinements, avec le recours au télétravail ont permis d'éviter les trajets domicile-travail, source de fatigue physique et psychologique. Mais l'absence de liens humains a été difficilement ressentie par certains. De nombreux salariés se sont sentis sous surveillance permanente, obligés à une productivité démesurée, dans des conditions inadéquates. Aussi, nous devons défendre l'idée que le télétravail ne doit pas remplacer le travail.

La coexistence des deux doit être négociée dans des limites juridiques clairement énoncées qui posent la frontière entre la sphère professionnelle et la sphère privée.

AIDONS LES MÉNAGES ET LES JEUNES À SORTIR DU SURENDETTEMENT

Aujourd'hui 10% des Français vivent sous le seuil de pauvreté, ils sont 30% dans les Outre-mer. Les crédits renouvelables sont offerts aux consommateurs sans qu'ils n'apportent des garanties suffisantes de remboursement. Les taux pratiqués pour ce type de crédit frisent l'usure, rapidement, l'emprunteur devient insolvable.

Le placement en surendettement par la BDF doit être précédé d'une année blanche de remboursement, qui doit aider l'emprunteur à mettre ses finances à flots. Il faudra

Ancré à gauche et unitaire : Le nouveau Parti Socialiste

également questionner l'aménagement de la dette étudiante qui empêche le devenir de milliers de jeunes actifs à leur entrée sur le marché du travail.

L'Agence Nationale du Crédit devra avoir un rôle d'accompagnement et de prévention pour toutes les situations de surendettement.

DÉMOCRATISONS L'ENTREPRISE PAR LA DÉMOCRATIE SOCIALE

De nouvelles exigences s'expriment dans les relations interpersonnelles notamment avec la hiérarchie, on ne peut plus et surtout on ne doit plus pouvoir s'adresser aux subordonnés, avec des relents sexistes, racistes dans les propos ; ces attitudes sont punissables, mais il en reste encore beaucoup trop de scories. Il faut ouvrir le chantier de la gouvernance de l'entreprise avec la présence des représentants syndicaux dans les conseils d'administration et remettre à plat le concept de subordination.

Nous devons repenser notre action politique en coopération permanente avec les syndicats pour lesquels nous devons porter une parole sociale en politique.

Le syndicat dans l'entreprise ou les services publics doit être repensé pour être automatisé, généralisé et donc représentatif.

PARTISANS SOCIALISTES, ENGAGEONS-NOUS AU QUOTIDIEN POUR LA TRANSFORMATION SOCIALE ET LE DIALOGUE CIVIL

Notre pays doit refonder son système démocratique construit de 1945 à 1958 pour faire face à l'augmentation de l'abstention et de la défiance. Nous socialistes devons prouver notre capacité politique à anticiper les crises.

Nous pouvons gouverner en nous appuyant sur des mouvements sociaux mobilisateurs et en traduisant les aspirations dans les programmes électoraux, comme en 1936, 1981, 1997 puis 2012. Les socialistes ont parfois porté des combats minoritaires : objection à la guerre d'Algérie dans les années 50, droit à l'avortement dans les 60, émission de radios libres dans les 70, droit des personnes homosexuelles dans les 80. Le droit n'est que la traduction d'un rapport de force politique à un moment donné.

Le PS doit être le baromètre des aspirations sociales d'une époque mais surtout leur précurseur.

RÉVEILLONS L'ESPRIT CRITIQUE PAR L'ÉDUCATION POPULAIRE

Quelles leçons avons-nous tiré de l'exercice du pouvoir, notamment de la cohérence entre le discours dans l'opposition et les actes aux responsabilités nationales ? Comment analysons-nous nos résultats électoraux et notre poids dans le débat public ? Car nous savons bien que notre force ne se mesure pas uniquement à notre capacité à gérer. Mais surtout à notre impact sur la vie de nos concitoyens. Qu'est-ce qu'être partisan en 2022 ? A quoi sert le PS ?

Il nous faut d'abord élever les consciences et éveiller l'esprit critique, puis penser et alimenter le débat des idées socialistes, pour refaire du PS un parti utile aux Français et qui leur ressemble.

Pour une éducation populaire qui améliore l'existence et permet l'accession au pouvoir d'autres ouvriers ajusteurs, comme Pierre Bérégovoy, autant que de diplômés des grandes écoles.

RIEN NE REMPLACERA JAMAIS LA DEVISE RÉPUBLICAINE

Oui, nous aimons la République. Parce que c'est le système politique le plus démocratique, qu'il proclame l'égalité des droits et protège les libertés. Nous ne nous résignons pas à ce que 23 millions de nos compatriotes ne se reconnaissent pas dans notre communauté nationale et ses institutions : 4 millions non-inscrits, 6 millions mal inscrits, plus de 13 millions abstentionnistes parmi lesquels 33% des ouvriers... Ne tombons pas dans le piège des identités individuelles, qui fait du dogme la norme, de la foi la loi ou en faisant passer une minorité zélée pour l'esprit majoritaire de notre temps. Chérissons la laïcité comme notre libre pensée, de croire ou pas, œuvrons pour ne pas être le Parti des identités séparées mais bien de l'identité collective, celle de notre communauté de valeurs et de projet.

Que répondons-nous à l'expression de la radicalité, à la critique de l'élitisme qui sous-tend l'anti-parisienisme, au rejet d'un centralisme qui n'a rien de démocratique ? Nous en appelons à une République du dialogue civil et du consentement citoyen. Nous proposons d'appliquer jusqu'au bout la méthode de la convention citoyenne pour le climat à d'autres débats de société : création/partage de richesses, annulation des dettes individuelles et publique, nouvelle RTT/semaine de 4 jours, mix énergétique...

Tous les citoyens doivent être inclus, écoutés et représentés, tous les corps intermédiaires doivent être respectés.

Ancré à gauche et unitaire : Le nouveau Parti Socialiste

Nous mettons, au débat des socialistes la question du vote de TOUS !

AFFIRMONS LA PUISSANCE PUBLIQUE ET RÉHABILITONS D'URGENCE L'ÉTAT

L'État doit d'urgence redevenir stratège dans la transition environnementale et sociale de l'économie y compris en utilisant la nationalisation pour sauvegarder notamment les ressources (eau, électricité, déchets, énergies renouvelables) et les transports (développement des petites lignes et du TER, gratuité ou baisse du tarif du billet de trains pour proposer une alternative à la voiture financièrement attractive) qui ne peuvent reposer sur une gestion par le marché dérégulé et sans contrôle, ni transparence. En ce sens, nous nous battons pour un investissement massif dans les infrastructures nationales ferroviaires et nous opposons à la directive européenne ouvrant à la concurrence nos lignes.

Il faut sortir de la logique comptable pour mesurer la qualité et l'accessibilité de nos services publics sur l'ensemble du territoire. Les services publics nécessitent des investissements sur le temps long (30 à 50 ans).

La désertification médicale, la disparition des postes, des gares et d'une foule de services publics en particulier en milieu rural, dans les quartiers populaires, en Outre-Mer, conduit à l'abandon de millions de Français. Recréons un maillage de services publics accessibles à tous, avec des pôles de services. Arrêtons la privatisation et la financiarisation de l'accompagnement des plus fragiles, en particulier dans les EPHAD et les crèches.

Nous devons aussi questionner la place de la dette, de l'impôt et son nécessaire consentement. Depuis plusieurs années, l'essentiel de la solidarité nationale tend à reposer sur le plus grand nombre - les classes populaires et moyennes - et non sur les profits des plus riches. La question de la progressivité est essentielle. Il devient urgent de travailler à ce que représente la TVA, en posant plus largement ce qui relève des biens indispensables au quotidien de la population nécessitant une taxation à 5,5% voire nulle.

Nous devons prévenir, dès le plus jeune âge, du système éducatif en passant par les réseaux sociaux et combattre toute forme de violence : sexisme, homophobie et racisme. Développer une nouvelle approche de la sécurité publique (réhabiliter la fonction de gardien de la paix, mieux former les policiers, changer la doctrine de maintien de l'ordre, remplacer l'IGPN par une autorité administrative indépendante - justice, police - armée) mais aussi

penser une autre relation des citoyens à la justice.

Si les libéraux de droite et d'extrême-droite n'aiment pas les fonctionnaires, nous socialistes nous inscrivons dans la nécessaire qualité des services publics qui sont le reflet de la société elle-même.

Aussi, si les grandes entreprises privées ont besoin d'un État organisé et performant elles doivent en payer le prix puisqu'elles sont les premières assistées par un État qui les soutient parfois à outrance !

Pour nous, le socialisme doit protéger les libertés en aménageant toujours plus efficacement la société.

METTONS FIN AU RÉGIME PRÉSIDENTIALISTE, AVANÇONS VERS LA 6E RÉPUBLIQUE

Nous sommes dans une impasse démocratique où le « deus ex machina président » ne répond plus aux attentes de nos concitoyens. Face à la résignation citoyenne, la 6e République, ou une 5ème République foncièrement parlementarisée (refonte des modes de scrutin...) / doit porter la respiration démocratique via une démocratie parlementaire. Elle sera à l'opposé de l'apnée démocratique de la 5e, ses coups de forces permanents qu'incarne en particulier l'article 49-3 de la Constitution.

Défendons le collectif plutôt que l'individu, le projet de société au culte du chef et la démocratie continue plutôt qu'intermittente.

REPRENONS LE CHEMIN DE LA DÉCENTRALISATION

Dans nos villages, nos villes, nos départements et nos régions, les maires et les présidents d'exécutifs locaux ont tenu la tranchée et la tiennent encore. Ils sont les amortisseurs de la casse sociale assumée par E. Macron et surtout les véritables créateurs de politiques publiques innovantes tant sociales - avec le revenu de base ou la création de mutuelles municipales - que dans la réindustrialisation - avec la création de pépinières publiques d'entreprises en milieu rural ou le financement de la recherche. Ce sont autant d'exemples remarquables qui méritent d'être repris et démultipliés à l'échelle nationale et européenne. Nous socialistes, devons parier, plus que jamais sur l'expérimentation territoriale.

Pour autant, alors qu'ils sont meilleurs gestionnaires que l'Etat, celui-ci les prive de leur pouvoir d'agir par la réduction des finances locales (près de 20 milliards d'euros d'ici 2027) ! Tout en leur transférant plus de compétences et de responsabilités sans ajustement des moyens financiers qui y sont liés : RSA, GEMAPI, absence d'accompa-

Ancré à gauche et unitaire : Le nouveau Parti Socialiste

gnement pour les dédoublements de classes dans les écoles REP et REP, loi EGALIM... Si les décisions sont prises depuis Paris, elles le sont avec une faible association des élus locaux qui eux, en bout de chaîne, ont la responsabilité politique et doivent assurer le « service après vote ». Il est urgent d'expliquer cet étai à la population dans nos communes car demain ce seront les élu.es locaux qui assumeront seuls les hausses inévitables du coût des services publics (restauration, culture, transports, déchets, gestion de l'eau notamment).

La nécessaire réindustrialisation de l'économie française, la transition écologique avec le développement de nouvelles entreprises est déjà à l'œuvre. Il faut notamment territorialiser les politiques de l'emploi et développer l'expérience des « territoires zéro chômeur de longue durée » ou de la garantie d'emploi. Ce sont autant de dispositifs qui ne fonctionnent qu'avec un déploiement local.

Le renforcement de la décentralisation doit permettre d'associer également plus fortement les citoyens à la prise de décision. Les outils telles que les CCSP doivent trouver leur pleine place dans l'ajustement des choix de politiques publiques locales des collectivités qui sont les maillons essentiels de ce renouveau démocratique.

Repenser le citoyen et le statut de l'élu doivent également conduire nos réflexions pour moins de défiance et plus d'adhésion.

PROMOUVONS NOTRE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT EUROPÉEN À L'ÉCHELLE DU MONDE

Après avoir en France réhabilité l'État, nous proposons que l'UE se concentre sur les défis globaux, que les nations ne peuvent affronter seules. Nous l'avons vu pendant la pandémie et maintenant en Ukraine. Après s'être engagée pour la protection des données, la transition écologique, l'accès à la vaccination et la relance de la défense commune, l'UE doit continuer de mener des politiques pour affirmer son autonomie ET la souveraineté des européens sur leurs territoires et leurs politiques publiques, avec l'idée de créer un fleuron public de l'industrie des énergies renouvelables mais aussi de notre sécurité collective.

Ainsi, nous pourrions concrétiser le dessein initial de la construction européenne, dépasser l'asymétrie de la relation franco-allemande, en associant même des pays hors de l'UE comme l'Angleterre ou l'Ecosse. Ces renforcements de l'intégration européenne permettront l'élargissement de l'UE, voire la création d'un État fédéral qui

favorise le multilatéralisme avec les puissances américaines et chinoises, ainsi que l'émergence d'alliances plus respectueuses des valeurs européennes.

Il nous faudra pour cela également parlementariser l'Union en passant à la majorité qualifiée dans la plupart des domaines, comme la fiscalité ou le social, où son absence depuis plusieurs décennies ne permet pas la concrétisation des grands buts sociaux et humains du projet européen.

Du national, au supranational, imposons la mise en place d'un Fond Monétaire pour le Climat qui sera abondé par une taxe sur tous les milliardaires.

Les inégalités sociales et les limites de la planète sont le fruit d'un capitalisme financier, dérégulé et globalisé qui marchandise tout. Au néolibéralisme des traités de libre-échange qui soumettent les États à des tribunaux privés, nous préférons les relations interdépendantes et équitables, fondées sur le triptyque développement/diplomatie/défense, car la démocratie ne va pas sans le dialogue et la paix.

À la volonté des GAFAM de se substituer aux États, nous répondons par la protection des données et de ceux qu'ils exploitent.

PARTAGEONS LES SAVOIRS, LES POUVOIRS ET LES RICHESSES DU MONDE

Nous prônons la relance des Objectifs du millénaire pour le développement (ONU) et l'éradication de la pauvreté, par la construction d'un agenda de convergences sociales (levée des brevets des vaccins, travail décent, réduction des écarts de salaires...) et environnementales (à commencer par respecter l'Accord de Paris) entre le nord et le sud de la planète. Pour la gouvernance démocratique mondiale, nous proposons d'élargir le statut de membres permanents du conseil de sécurité des Nations-Unies à 5 représentations continentales (UE, OUA...). Ce qui a fonctionné pour la paix et la reconstruction de l'Europe doit profiter à d'autres regroupements continentaux. Ils seront accompagnés dans leurs processus démocratiques, de souverainetés économiques et monétaires.

Par l'augmentation du niveau d'imposition des multinationales, nous proposons de financer l'annulation de la dette des pays en voie de développement et de doubler l'APD européenne à 2 points du PIB. Comme aux niveaux national et européen, la lutte contre l'optimisation fiscale et la criminalité financière peuvent permettre de financer d'autres politiques publiques. Nous devons combattre les économies illégales qui prospèrent sur la misère et la

Ancré à gauche et unitaire : Le nouveau Parti Socialiste

peur - notamment les trafics de drogues, d'armes, d'êtres humains et d'organes - qui financent les réseaux terroristes et les milices privées. Les premières victimes sont d'ailleurs les migrants eux-mêmes, condamnés à fuir la famine, les guerres et la crise climatique.

Le PS doit s'appuyer sur ses réseaux globaux pour répondre aux urgences mondiales, voire assumer une politique migratoire fondée sur la coopération et le développement, en défendant le droit d'asile, le regroupement familial et l'immigration de projet.

UN PARTI EN COMMUN POUR PESER DANS LA NUPES ET DANS LE DÉBAT PUBLIC

Oui, nous voulons dynamiser notre militantisme, même motiver les nombreux socialistes hors du PS à nous rejoindre pour reconstruire un parti en commun. Nous proposons une plateforme numérique organisée autour du parcours militant qui nourrisse réciproquement adhérents/sympathisants/électeurs en mutualisant les contenus nationaux mais aussi fédéraux et locaux.). Nous proposons deux portes d'entrées pour adhérer au PS : les sections territoriales et les sections thématiques (à créer).

Nous devons aussi penser le temps long à 10 ans (le projet du PS doit voire plus loin qu'un programme électoral) pour répondre à la création/partage de richesses, aux nouvelles organisations du travail, aller vers la société du temps libéré, mix énergétique, nouveaux droits... En ce sens, nous proposons d'inclure sur cette plateforme une école de formation permanente, en lien avec la Fondation Jean Jaurès et l'OURS.

Oui, nous investissons la NUPES, parce que nous portons ensemble une alternative à la politique libérale et brutale de Macron, parce que nous sommes fidèles au Parti d'Epinais, et parce que nous refusons de laisser le RN incarner l'alternance. Nous nous mobilisons sur tous les terrains avec tous ceux qui combattent le duel mortifère entre le RN et Renaissance.

Nous parions sur l'intelligence collective, nous affirmons nos idées et assumons nos divergences. Nous sommes résolus à porter des réponses novatrices voire radicales, en lien avec les associations, les syndicats, les chercheurs...

Cette coalition électorale n'abolit pas les différences et n'interdit pas les débats internes à la gauche sur les conditions de la reconquête majoritaire du pays. Mais elle reste une avancée majeure qui doit être consolidée pour

être en mesure demain d'attirer à elle de nouveaux électeurs.

Le PS doit proposer une convention de la NUPES sur l'Europe afin d'associer les militants et citoyens au débat sur le fond

Toute possibilité de prolonger la démarche unitaire de la NUPES, dans les scrutins intermédiaires doit être explorée et préférée à l'isolement de notre parti qui l'a conduit, avec la Gauche, au bord du précipice.

POUR RÉVEILLER L'ESPOIR, POUR PRÉSERVER LA RÉPUBLIQUE, NOUS PROPOSONS AUX SOCIALISTES UN NOUVEAU PARTI, ANCRÉ À GAUCHE ET UNITAIRE : LE NOUVEAU PARTI SOCIALISTE

Ancré à gauche et unitaire : Le nouveau Parti Socialiste

SIGNATAIRES

Omar Abbazi (91) ; Annick Aguirre (33) ; Ahmed Akkari (76) ; Pauline André (33) ; Nathalie André-Chantal (33) ; Sébastien Baguerey (40) ; Livio Baldo (63) ; Aïme Baluisha Kapinga (69) ; Kykie Basseg (91) ; Karim Belayel (59) ; Jacques Bennetot (76) ; Jean-Pierre Bequet (95) ; Robert Beraud (49) ; Christelle Bérenger (41) ; Arlette Bernard (49) ; Axel Berriaux (06) ; Henri Bertholet (26) ; Stéphanie Beze (58) ; René Blanchot (58) ; Denis Bondoux (58) ; Freddy Bourbier (62) ; François Cassany (03) ; Valérie Catelain (59) ; Nathalie Champalle (49) ; Jean-Paul Chartron (49) ; Philippe Chavroche (35) ; Alia Cheikh (76) ; Florence Chiavassa (75) ; Luc Chrétien (37) ; Ludoc Chrétien (59) ; Ernestine Cissé (91) ; Béatrice Coste (29) ; Sylvie Deforges (91) ; Jacqueline Delafolie (75) ; Dominique Dérond (972) ; Sophie Desreumaux (59) ; Guy Doussot (58) ; Moschovia Kaskoura-Schulz (FFE) ; Pascale Duflot (59) ; Enzo Duforet (59) ; Isabelle Dumestre (49) ; Brigitte Dumoulin (49) ; Françoise Duvieubourg (62) ; Ilyes El Othmani (75) ; Jean-Claude Fiaud (75) ; Leon Fleury (59) ; Martine Fleury (59) ; Paul Fouache (76) ; Véronique Fouchécourt (49) ; Rubens Froment (69) ; Louis Gadet (94) ; Geneviève Gantois (59) ; Farida Garara (49) ; Philippe Garbani (FFE) ; Francis Gérard (37) ; Pierre Gérard (91) ; Chrystelle Godefroy (76) ; Serge Gouet (76) ; Dominique Grévrard (76) ; Rayane Guerboub (49) ; Marc Guiheneuf (44) ; Alain Guillemant (49) ; Philippe Guyot (49) ; Yiljon Hasanaj (49) ; Hervé Henquinet (75) ; Josiane Henquinet (75) ; Hervé Herbaut (59) ; Yann Herber (33) ; Pierre-Marc Hillairet (64) ; Elias H'limi (94) ; Véronique Hoffmann (59) ; Abdennaïme Ichouan (41) ; Michel Jaulin (33) ; Régis Juanico (49) ; Ali Kassen (76) ; Sophie Kelkoulia (91) ; Jacqueline Lablanche (49) ; Florent Lacarrère (64) ; Jean Jacques Ladet (49) ; Fayçal laouar (59) ; Michele Laplaza (91) ; Chloé Laurent (75) ; Emilie Laury (59) ; Anne Le moal (93) ; Yves Le Pape (69) ; Dominique Le Vouedec (56) ; Olivier Leconte (76) ; Jean-Luc Leterme (33) ; Valérie Lieppe (44) ; Nicolas Ljubenovic (78) ; Éric Lombard (59) ; Christian Macquoy (76) ; Robert Malhomme (49) ; Cléo Marchand (41) ; Brigitte Marciniak (56) ; Gregory Masse (59) ; Martine Mathieu (58) ; Massinissa Mechouek (59) ; Benjamin Micat (92) ; Aurélie Monfils (91) ; Patrick Morisse (76) ; Lucien Moullier (49) ; Nejjar Nabih (49) ; Fabien Narp (28) ; Catherine Olivier (76) ; Gerard Olliver (56) ; Frédéric Orain (41) ; Sébastien Palas (50) ; Séverine Palas (50) ; Jacky Pannetrat (58) ; Léa Pawelski (76) ; Chantal Perdrillat (FFE) ; Henri Pereira Ramos (33) ; Bernard Perrier (30) ; Dominique Pierre (59) ; Philippe Plisson (33) ; Theo Pluchart (972) ; Denise Poezevara (91) ; Ahmet Polat (69) ; Carole Pourvendier (972) ; Catherine Poutier Lombard (59) ; Paul Puy (75) ; Inès Rabeï (33) ; Alain Renard (33) ; Marie-Christine Reynaud (93) ; Sébastien Ricordel (76) ; François Schmitt (59) ; Noureddine Siana (91) ; Oussouf Siby (93) ; Raphaël Simon (49) ; Hervé-Noël Staal (33) ; Cyrille Stevant (75) ; Fabienne Stochement (75) ; Gérard Süss (75) ; Pierre Sztulman (78) ; Béatrice Tajan (91) ; Patrick Tajan (91) ; Nicolas Tellier (33) ; Christiane Thomas (30) ; Laurent Thomas (30) ; Vanessa Thomas (44) ; Albert Touya (64) ; Damien Trinité (91) ; Vincent Van Acker (75) ; Siegfried Van Waerbeke (91) ; Christian Vely (75) ; Claude Vergeot (62) ; Pierre Vigreux (62) ; Mireille Volpato (24) ; Cédric Vuillemot (25) ; Manuel WAVELET (93) ; Pierre-Alain Weill (75).